



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-3483>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2016 - N° 1172 - février 2016 -

Date de mise en ligne : samedi 16 avril 2016

Date de parution : février 2016

Description :

Le pouvoir financier : le référendum Suisse, les Fat cats, la servilité des médias et l'entrée de la Terre en politique.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

L'exemple Suisse

Depuis longtemps la Suisse constitue, c'est bien connu, un bon coffre-fort pour les grandes fortunes du monde entier. Mais à la suite de la crise de 2008, l'Etat fédéral suisse a dû intervenir massivement pour éviter l'effondrement du système bancaire et de l'économie. Les Suisses, conscients du danger, ont lancé l'initiative populaire « **Monnaie pleine** » pour protéger leur monnaie. Elle a obtenu plus de 111.819 signatures valables. En conséquence, la Chancellerie fédérale a confirmé le 24 décembre 2015, l'organisation d'un référendum appelant la population à se prononcer sur **la fin du pouvoir de création monétaire par les banques privées** et le retour à la Banque nationale suisse du monopole de la création des moyens de paiement, monopole qu'elle avait acquis en 1891 mais perdu peu à peu avec le développement du secteur bancaire privé.

En bref, la Monnaie pleine, c'est le retour à la banque centrale, et à elle uniquement, du pouvoir de créer de la monnaie ex-nihilo (c'est à dire sans fonds propres ou réserves préalables).

Michael Kumhof et Jaromir Benes, économistes au FMI (dont le rôle est d'assurer la stabilité financière mondiale), ont examiné minutieusement la réforme Monnaie pleine et confirmé les effets positifs que pourrait avoir sa mise en oeuvre [\[1\]](#).

Les "Fat cats"

C'est ainsi que les Anglais désignent leurs grands patrons. Le "High Pay Centre", (HPC), une association britannique qui milite contre « l'injuste écart de revenus qui existe dans le Royaume Uni » a instauré le "Fat Cat Tuesday", jour qui suit de très près le retour au bureau des directeurs généraux des entreprises du Footsie (les 100 principales entreprises cotées à la Bourse de Londres). Ce 5 janvier 2016, il n'a fallu, selon le HPC, que vingt-deux heures de travail aux grands patrons pour gagner 37.732 euros, soit autant que ce que gagne annuellement un salarié moyen britannique. Autrement dit, le salaire horaire moyen de ces directeurs généraux (même calculé en supposant qu'ils travaillent douze heures par jour et ne prennent que 10 jours de vacances !!) serait de 1.260 livres, soit 22 heures de travail d'un salarié moyen.

Les grands patrons britanniques gagnent aujourd'hui 183 fois plus que le salaire moyen. Cela n'était encore que 47 fois plus en 1998 !

Qui fera peur aux riches ?

« La chute du mur de Berlin ? C'est une bonne nouvelle, bien sûr, mais qui fera peur aux riches maintenant ? » C'est la question que se posait l'écrivain et journaliste Jules Roy au lendemain de la chute du mur de Berlin raconte J.C. Guillebaud dans une de ses récentes chroniques du Téléobs [\[2\]](#). Il est scandalisé : « C'est peu de dire que les riches (en Chine, en Russie, comme en Europe ou aux États-Unis) n'ont plus peur. Non contents de confisquer la richesse planétaire, ils affichent leur glotonnerie avec fierté ». Contrairement à ce qui se passait au XIXème siècle, et au début du XXème, où des journaux comme La Caricature, Le Charivari puis L'assiette au beurre publiaient des portraits moquant des possédants, des bourgeois, des rentiers contents d'eux-mêmes, portraits qui valurent souvent à leurs auteurs (dont Honoré Daumier), des poursuites judiciaires, aujourd'hui, déplore Guillebaud, lorsqu'on jure que

les amuseurs se moquent désormais de tout, on se trompe, on peut rire de tout ... sauf de l'argent. « C'est une rupture culturelle insidieuse et historique [...] Dans la France de 2016, oublieuse de cet irrespect fondateur qui fut longtemps sa force, plus beaucoup de monde n'ose montrer son cul aux riches... On s'interrogera sûrement dans l'avenir sur cette capitulation en rase campagne de l'esprit médiatique devant la monnaie [...] Une chose est sûre : penaud et collabo, l'esprit public a rendu les armes. Il ne tire plus désormais que sur des ambulances. Au secours les "Charlie" ! ».

L'entrée de la Terre en politique

« Les deux vices marquants du monde économique où nous vivons sont : le premier, que le plein emploi n'y est pas assuré, le second, que la répartition de la fortune y est arbitraire et manque d'équité » [3]. C'est ce que disait déjà Keynes en 1936. 80 ans plus tard, l'emploi décent disparaît et les inégalités explosent. Bruno Latour, philosophe et sociologue des sciences, en donne pour explication : l'entrée en politique de la planète Terre [4]. « La COP21 nous a fait prendre conscience que la planète Terre ne ressemble pas du tout au globe de la mondialisation. Pour le dire de façon brutale : il n'y a pas de planète correspondant à la Terre promise de la mondialisation » et les premiers à l'avoir compris (il y a une trentaine d'années) sont non seulement les écologistes mais aussi les « climato-sceptiques » qui ont très bien vu que la Terre ne possédait pas suffisamment de ressources pour tout le monde et donc « qu'il fallait se défendre en s'enfermant dans une forteresse d'inégalités ». C'est parce que les "élites" ont abandonné tout espoir de jamais partager leur territoire avec ceux auxquels elles ont demandé de se moderniser ou de périr que l'immense mouvement qui a permis aux 10% les plus riches de devenir le 1% puis le 0,1% a pu se développer. Pour Latour, il faut se reterritorialiser très vite sur cette Terre en comprenant qu'elle a un climat, un sol, des limites, des lignes de front,... bref qu'elle ne ressemble plus à l'ancien monde dit « naturel ».

[1] Chicago Plan revisited (document de travail FMI)

[2] Téléobs, 30/01-05/02 : 2016.

[3] J.M. Keynes, La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1936).

[4] Le climat un nouvel horizon politique, B. Latour, Le Monde, Débats, 13/01/2016.